

CONTRE LA POLITIQUE SARKOZY-CHATEL, DEFENDONS ET TRANSFORMONS L'ÉCOLE

Ils veulent casser l'École Publique

A lors que plus de 30000 élèves supplémentaires sont attendus à la rentrée 2012 dans les écoles, collèges, lycées, ce gouvernement de fin de règne envisage de supprimer plus de 12000 postes de personnel d'Éducation, portant à plus de 80 000 le nombre de suppressions de postes depuis 2007. Cette nouvelle saignée de l'école publique est intolérable car elle se traduit partout et pour toutes et tous par la dégradation des conditions de travail, d'enseignement et d'apprentissage.

Les vœux 2012 d'un Sarkozy pour l'éducation en se plaçant délibérément sur le terrain des économies budgétaires n'annoncent rien de bon pour les élèves, leurs familles et les personnels : pour le 1^{er} degré quasi impossibilité de scolariser les enfants de moins de 3 ans, destruction des moyens accordés à la lutte contre l'échec scolaire (Rased), remise en cause du collège unique, proposition d'un enseignement en alternance pour les dernières années de CAP et de Bac Pro dans les LP, attaques contre le statut des enseignant-e-s et projet d'évaluation de ces personnels.

Ils veulent imposer une école libérale

Cette détérioration programmée vise à imposer une nouvelle organisation de l'École et le projet Chatel d'évaluation en est la clé de voûte. Il impose à tous les personnels un rythme d'avancement beaucoup plus lent pour faire des économies budgétaires mais a aussi et surtout d'autres objectifs : avoir, à l'issue d'entretiens basés sur la culture du résultat, des personnels malléables, les mettre en concurrence et, à terme, casser le statut actuel des enseignant-e-s et préparer le recrutement local de l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale.

Ce projet permettrait la mise en place d'établissements scolaires "managés" par des chefs d'établissement promus chefs d'entreprise. Une École à "plusieurs vitesses", un système scolaire encore plus sélectif et plus inégalitaire.

S'il était adopté, ce projet permettrait, comme cela se fait déjà dans l'actuel dispositif Eclair, la mise en place d'établissements scolaires autonomes "managés" par des chefs d'établissement promus chefs d'entreprise, choisissant leurs personnels et leurs élèves. Une École à "plusieurs vitesses" serait ainsi créée et aboutirait pour les élèves et leurs familles à un système scolaire encore plus sélectif et plus inégalitaire.

Arrêtons-les en défendant et en transformant l'École

La mobilisation enseignante contre le projet d'évaluation a contraint Luc Chatel à un premier recul sur le calendrier de mise en œuvre de la réforme mais il ne cède en rien sur le fond. Maintenons et accentuons la pression pour le retrait définitif de ce texte ; c'est possible si ensemble, parents et enseignant-e-s, nous luttons au coude à coude comme nous le faisons aujourd'hui à la fois contre les conséquences désastreuses des suppressions de postes et pour le retrait du projet d'évaluation. C'est possible si la mobilisation d'aujourd'hui est conçue comme une première étape vers une mobilisation d'ampleur qui doit s'inscrire dans la durée.

Les postes supprimés doivent être rétablis.

Les moyens nécessaires doivent être

aussi utilisés pour le travail en équipes pédagogiques.

Le projet Chatel d'évaluation doit être retiré : ni inspection ni projet Chatel, pour une évaluation alternative.

L'Éducation doit rester un service public et doit être transformé dans une optique émancipatrice et autogestionnaire.

Passons à l'offensive

Cette lutte pour l'obtention de moyens permettant de meilleures conditions d'études pour les jeunes et de meilleures conditions de travail pour les personnels, cette lutte contre le projet d'évaluation des enseignants doivent aussi être une lutte pour une autre politique éducative. **Débattons ensemble, personnels et usagers, citoyens et citoyennes, dans des forums locaux, de l'école que nous voulons, de son organisation.**

Contre le remodelage libéral de l'École, avançons ensemble dans la construction d'une école ambitieuse, émancipatrice et autogestionnaire :

- la lutte contre l'échec scolaire doit constituer une priorité. Pour cela, il faut renforcer les pouvoirs des équipes pédagogiques et éducatives qui doivent pouvoir disposer de temps inscrit dans leurs obligations de service pour pouvoir réellement travailler en équipe sans allongement de la durée de travail ni d'une présence obligatoire dans les établissements.

- les hiérarchies pédagogiques et administratives, instruments traditionnels d'infantilisation des personnels, ont été, durant ces dernières années, les vecteurs essentiels du remodelage néolibéral de l'école. Rompre avec l'école libérale, c'est rompre avec cette organisation de l'École, avec ces pratiques : Le/la "chef" d'établissement doit être élu-e pour une durée limitée par les personnels et le rôle des Conseils d'Administration des établissements scolaires doit être renforcé en même temps qu'élargi réellement aux usagers et usager-e-s et plus particulièrement aux élèves. L'inspection subjective et infantilisante doit être supprimée et remplacée par une évaluation, nécessaire vu la responsabilité éducative des enseignant-e-s. Mais ce doit être une évaluation alternative : formative et non normative, collective et non individuelle, et déconnectée de l'avancement des personnels

École néo-libérale ou autogestion : nous choisissons !

